

Perez-Roux Th. et Balleux A. (dir.) (2014).
Mutations dans l'enseignement et la formation :
brouillages identitaires et stratégies d'acteurs

Paris : L'Harmattan, coll. « Défi-Formation », 258 p., ISBN :
978-2-343-03881-0

Richard Étienne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/2273>

DOI : [10.4000/rechercheformation.2273](https://doi.org/10.4000/rechercheformation.2273)

ISSN : 1968-3936

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 19 novembre 2014

Pagination : 146-148

ISBN : 978-2-84788-758-7

ISSN : 0988-1824

Référence électronique

Richard Étienne, « Perez-Roux Th. et Balleux A. (dir.) (2014). Mutations dans l'enseignement et la formation : brouillages identitaires et stratégies d'acteurs », *Recherche et formation* [En ligne], 76 | 2014, mis en ligne le 19 novembre 2014, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/2273> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rechercheformation.2273>

© Tous droits réservés

capitale de la qualité et des modalités dans la formation des enseignants à distance.

Cependant l'ouvrage présente deux faiblesses majeures qui, malgré la vigilance dont font preuve les codirecteurs du livre en précisant certaines d'entre elles en introduction, relativisent au final l'attrait du collectif pour les étudiants, professeurs, professionnels ou praticiens de l'éducation : d'abord, le nombre beaucoup trop élevé de contributions par rapport à la densité totale de l'ouvrage (29 textes, d'environ 7 pages chacun) donne l'impression au lecteur d'un ensemble d'écrits inachevés. Devant détailler les traits de phénomènes aussi complexes que la transmodernité, l'identité, l'action publique ou la formation professionnelle en seulement quelques pages (défi d'ailleurs plus ou moins bien relevé par tous les auteurs participants), la majorité des contributions se limitent à une exposition en surface de différentes problématiques : de cette organisation résulte donc un livre qui, certes, prête à la réflexion et soulève de multiples questionnements essentiels au traitement des phénomènes et situations éducatives analysés, mais aussi un ouvrage qui présente insuffisamment d'argumentaires serrés ou d'expositions détaillées de raisonnements pour s'avérer réellement utile au travail du chercheur ou du praticien.

La seconde faiblesse de l'ouvrage provient de cet exercice intéressant mais risqué de proposer un concept de mutation aussi éclaté : en laissant aux auteurs la liberté d'interpréter et d'employer une définition propre et subjective de la notion de mutation, l'ensemble du livre sacrifie l'importance d'un fil conducteur et d'une unité incontournables et il y perd sa cohésion globale. Si, comme mentionné plus haut, les codirecteurs du livre précisent la nature polysémique du terme en début d'ouvrage, il n'en demeure pas moins que les différentes mutations analysées au fil des nombreux textes n'entretiennent, bien souvent, aucun rapport entre elles.

Arianne Robichaud

Université de Montréal, Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE)

**PEREZ-ROUX Thérèse
et BALLEUX André (dir.) (2014)
*Mutations dans l'enseignement
et la formation : brouillages identitaires
et stratégies d'acteurs***

Paris : L'Harmattan,
coll. « Défi-Formation », 258 p.
ISBN : 978-2-343-03881-0

Cet ouvrage collectif s'efforce de définir les réactions d'acteurs de la formation aux rapides changements ou mutations qui se produisent tant au Québec qu'en France. Comme le constate Claude Dubar dans sa postface, « *les mutations socio-économiques et managériales liées à la mondialisation néo-libérale, les nouvelles politiques publiques [...], les dynamiques institutionnelles ont engendré de nouvelles mobilités parfois volontaires mais souvent forcées* » (p. 255). Les contributions, d'une grande diversité, concernent aussi bien le monde de la formation des enseignants que celui de la santé ou du social, voire celui de la formation des adultes en général. Les directeurs ont regroupé les textes selon une logique qui confirme que trois mouvements sont en cours, mouvements qu'il ne faudrait pas confondre entre eux. Le premier temps est celui d'une transition institutionnelle qui s'impose aux acteurs, comme ce fut le cas pour la « *mastérisation* » de la formation initiale des enseignants ou la transformation du rôle du tuteur de stage dans la formation infirmière en France. Dans la deuxième partie, c'est le changement du métier qui fournit un fil conducteur, puisqu'il s'agit de s'y acculturer tout en l'exerçant, voire de l'inventer, comme c'est le cas des responsables de vie scolaire de l'enseignement catholique ou encore des professeurs de langue « *locuteurs natifs* ». Enfin, face à diverses crises, l'institution place les acteurs dans des situations inédites dans lesquelles ils doivent « *faire avec* » des prescriptions qui ne leur conviennent pas en général. Très souvent, ils s'accordent des marges de manœuvre tout en essayant de manifester une double, voire une triple, loyauté à l'égard de la hiérarchie, des parents et de l'éthique professionnelle comme ce fut le cas à l'occasion de la commande d'évaluation au mois de janvier en fin de primaire français ou encore à l'égard de l'université, de l'établissement et de l'enseignant en stage, lorsqu'enseignants associés et superviseurs universitaires eurent à collaborer dans certaines commissions scolaires québécoises.

Le livre a le mérite de montrer le virage incontestable pris par la sociologie des professions quand elle traite des instabilités actuelles qui se retrouvent tant dans l'enseignement qu'au travers des modalités de formation. Montaigne désignait déjà le monde comme une « *branloire pérenne* » et le choix du mot « *brouillages* » pour le titre reflète la situation dans laquelle sont plongés tous les professionnels décrits : leurs stratégies adaptatives leur permettent de survivre dans un premier temps puis, parfois, de s'ajuster à des changements qui ne sont pas forcément mauvais en eux-mêmes mais qui perturbent toujours un ordre ancien. Toutefois, et le plan permet de se repérer dans ce flou des mutations permanentes, l'écart est grand entre l'intention politique, souvent puisée aux meilleures sources de la recherche, et l'effet ressenti aussi bien par les personnes que par les groupes censés les mettre en œuvre. Un exemple particulièrement frappant est fourni par Sophie Grossmann et Christophe Roiné qui filent la métaphore de la navigation en eaux troubles pour le cinquième objectif de la formation professionnelle (FP) au Québec, qui entend voir « *augmenter le nombre des jeunes de moins de 20 ans* » alors même que toute discrimination par l'âge est interdite, que cette disposition risque de rétablir cette filière comme voie de relégation et qu'elle met en danger le financement des établissements. Comment les formateurs vont-ils prendre la « *patate chaude* » (p. 179), la laisser refroidir et mettre en œuvre des « *stratégies [qui] tentent par ailleurs de rejoindre les enseignants et conseillers d'orientation afin de leur faire connaître la FP* » (p. 186)? Finalement, les chercheurs constatent « *l'inadéquation vécue entre la volonté centrale et la réception qu'en font les acteurs* » (p. 187), acteurs qui essaient malgré tout de se livrer à des manœuvres visant le résultat attendu, même s'ils doutent de leur réussite.

Si toutes les contributions ne marquent pas un divorce aussi prononcé entre l'injonction institutionnelle et les démarches des formateurs, la tonalité générale des recherches dans les deux pays traduit une grande difficulté des professionnels à s'ajuster aux mutations qui sont attendues dans leur activité et dans les résultats qui deviennent l'instrument de pilotage du *New Public Management*. Il s'agit en effet de faire produire par les agents du service public des évaluations chiffrées dont l'usage est incertain

encore, bien qu'il plane au-dessus d'eux comme une épée de Damoclès. Ainsi, Isabelle Harlé-Giard et Anne Josso-Perrochaud nous font suivre le cheminement d'une lettre de commande d'un Président de la République à un ministre de l'Éducation nationale. Elle stipule que les résultats de l'évaluation des élèves seront publiés par école au mois de février, alors même que l'année scolaire n'en est qu'à sa première moitié. Pourquoi une date aussi inattendue? Il s'agissait alors de donner aux *consommateurs d'école* des éléments pensés comme indiscutables pour faire le *choix de la bonne école*. Mais le pire n'est jamais sûr! « *Dans ce cadre contraint par l'institution [...], les enseignants développent des stratégies pour affirmer leur légitimité, leur professionnalisme et retrouver leur marque (sic) pour agir autour de valeurs communes* » (p. 201).

Un des intérêts majeurs de ces travaux est de cerner les adaptations des institutions et les ajustements des personnes et des groupes aux différentes mutations qu'impose la *doxa* actuelle. Cette *doxa* prétend imposer le recours aux technologies de l'information et de la communication, encore qu'elles n'aient encore que très peu de place dans la formation, comme cela est déploré dans le chapitre sur les programmes d'insertion professionnelle des enseignants novices au Québec (de cinq à sept ans d'exercice). L'inflation des diplômes sévit elle aussi et Thérèse Pérez-Roux en décrit les effets en termes d'épreuves : « *perte de repères et déstabilisation des formes anciennes* », « *épreuve [douloureuse] de la reconnaissance des compétences et savoirs acquis* », et « *avant tout, une épreuve de soi* », (p. 41-42) car elle met à mal les identités des formateurs et des universitaires. Enfin, la vogue persistante de l'approche managériale – traduire par « *décisions imposées depuis le sommet de la hiérarchie sans concertation ni prise en compte du métier réel mais en s'appuyant sur la mode actuelle de la gestion des ressources humaines* » – délégitime les formateurs issus de la profession, par exemple du travail social, au profit d'ingénieurs en formation bardés de diplômes mais dépourvus d'expérience. C'est ce que souligne Christophe Verron : « *interpellés en externe, tout autant qu'en interne, sur la validité de leurs compétences et de leurs savoirs, les formateurs ont peu à peu perdu leur prestige et se sont vus dans l'obligation de chercher d'autres voies de légitimation* » (p. 100).

Même si certains chapitres ne tiennent pas tout à fait les promesses du titre, car ils n'apportent pas suffisamment d'éléments sur les brouillages et transitions identitaires, même si certaines recherches n'en sont qu'à leurs prémises et si quelques bévues de forme rendent difficile l'accès à certaines des ressources – comme c'est le cas pour Vandevoorde et Sellier mal placés (p. 167), cités dans un ordre inverse (p. 150), rendus auteurs du *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation* alors qu'il a été coordonné par Philippe Champy et Christiane Étévé –, ce livre incite à repenser les évolutions de l'enseignement et de la formation, dans un cadre moins individualiste, comme étant la résultante d'une action complexe, conçue et menée de manière démocratique. Ce que la plupart de ces recherches font apparaître, c'est la possibilité de dépasser la simple juxtaposition (que des auteurs québécois qualifieraient de coopération, terme que les Français vivront comme plus interactif) pour aller vers une collaboration entre les formateurs de toute nature (mais là aussi l'histoire contemporaine et le régime de Vichy peuvent faire reculer devant l'emploi d'un tel mot). Le lecteur pourra s'étonner de constater que certains travaux, comme ceux de Frédéric Saujat par exemple sur le genre débutant ou ceux de Luc Ria présentant l'établissement comme « *nouvelle aire de formation* », ne soient ni cités ni utilisés à l'occasion d'une recherche extrêmement documentée, mais surtout en Amérique du Nord, sur l'accompagnement des jeunes enseignants. C'est avec une grande impatience que les chercheurs qui se préoccupent d'une stabilisation des métiers de la formation autour du nouvel organisateur qu'est le réel de l'activité attendent la suite des travaux de cette équipe franco-québécoise.

Richard Étienne

Université Paul Valéry Montpellier,
LIRDEF (EA 3749)

**PARENT Florence
et JOUQUAN Jean (dir.) (2013)**

Penser la formation des professionnels de la santé. Une perspective intégrative
Bruxelles : De Boeck, coll. « Pédagogies
en développement », 440 p.
ISBN : 978-2-8041-7623-5

Cet ouvrage s'appuie sur une épistémologie humaniste et moderne, adossée à des contributions pluridisciplinaires. Il met en évidence les conditions et les ressources d'une formation professionnalisante des acteurs de santé, à partir de l'idée que la santé et l'éducation ont pour visée commune la personne humaine, ainsi qu'en atteste, dans la postface, la notion de patient-partenaire. Comme nous y invite Jean-Marie De Ketele dans la préface, il convient de se défier d'une approche trop technologique, gestionnaire et décontextualisée qui, d'une certaine manière, oublierait le malade derrière la maladie. À partir d'une expérience belge à l'ULB en 2011 ont été formalisés un ensemble de savoirs spécialisés qui constituent un corpus original à visée intégrative. Ce terme, qui sert de fil conducteur à l'ouvrage, doit être compris comme permettant la mise en liens et en cohérence de ressources et de problématiques habituellement distinguées, au service de la qualité et la sécurité des soins.

Plusieurs lectures sont proposées dans l'ouvrage pour dépasser l'impression de juxtaposition thématique qui pourrait désorienter, sachant que chaque chapitre peut être lu indépendamment : (1) une lecture dans une perspective intégrative et programmatique, qui s'appuie sur une approche systémique de la problématique de la formation des professionnels de santé ; (2) une lecture dans une perspective intégrative de nature opérationnelle et stratégique, qui privilégie notamment la dimension curriculaire de la formation, en tension entre l'organisation de santé et les formés ; (3) une lecture dans une perspective conceptuelle des contenus de chaque chapitre qui revient à suivre le plan de l'ouvrage, organisé en cinq sections.

La première section a pour objectif, en adoptant une approche au niveau « macro », de pointer les évolutions stratégiques des systèmes de santé et de là, les évolutions des formations des professionnels de santé. Les États définissent les politiques de santé en fonction des besoins des populations, des connaissances biomédicales et